



Stater Sozialisten Programme

Élections communales
8 octobre 2017

Är Kandidaten Vos candidats



Marc Angel
• 54 ans
• Député
• Conseiller communal
• Président LCTO



Adelio Dias Silva
• 30 ans
• Pricing Administrator
• Vice-président de Lyme Lux



Roland Jaeger
• 65 ans
• Juriste
• Médiateur



Cathy Fayot
• 54 ans
• Employée secteur financier
• Conseillère communale



Armand Drews
• 61 ans
• Retraité
• Conseiller communal



Ginette Jones
• 60 ans
• Assistante sociale
• Conseillère de gouvernement hon.
• Active au niveau communal et dans des ONG



Tania Silva
• 25 ans
• Mère au foyer
• Présidente de l'association Lyme Lux



Gabriel Boisante
• 40 ans
• Entrepreneur/Restaurateur



Yolande Edjogo
• 46 ans
• Back office
• Secteur financier



Tom Krieps
• 51 ans
• Avocat-avoué
• Conseiller communal



Charles Siwek
• 56 ans
• Retraité
• Ambulancier bénévole
• Président OGBL Section Lux - Centre



Elisabete Cedeira Soares
• 46 ans
• Directrice CIGL
• En cours de master en management



Marc Franssens
• 52 ans
• Salarié VDL
• Service Hygiène



Patrizia Luchetta
• 53 ans
• Master en sciences sociales
• Conseillère en communication



Romain Stein
• 61 ans
• Médecin-généraliste



Georges Clees
• 39 ans
• Ethnologue
• Chargé de communication
• Patientie Vertiedung asbl



Claire Geier
• 52 ans
• Docteur en Génie des systèmes industriels
• Mère au foyer



Liz May
• 33 ans
• Juriste-linguiste



Mélanie Trolan
• 39 ans
• Sinologue
• Direction Zukunftskeess



Sascha Dahm
• 25 ans
• Étudiant uni.lu



Joanne Goebbels
• 38 ans
• Professeur
• Vice-Présidente Stater Sozialisten



Romain Modert
• 48 ans
• Economiste
• Protection du patrimoine architectural



Christine von Reichenbach
• Economiste
• Programme Manager



Monique Dejeans
• 62 ans
• Licenciée sciences politiques
• Membre de l'Assemblée des Français de l'Étranger (Paris)
• Conseillère consultative pour les Français au Luxembourg



Mickey Hardt
• 48 ans
• Acteur



Christophe Schiltz
• 38 ans
• Conseiller d'Etat
• Juriste
• Fonctionnaire au Ministère des Affaires étrangères et européennes



André Weidenhaupt
• 51 ans
• Docteur en Sciences naturelles
• Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Développement durable et des Infrastructures

www.facebook.com/Lsapstatersozialisten
EngStadFirOnsAll



Spätzekandidaten
Têtes de liste
**Marc Angel
& Cathy Fayot**

Le programme des « Stater Sozialisten » 2017

Introduction

- La ville de Luxembourg fin 2017
- Le bilan 2011 à 2017 de la majorité politique DP-Verts

1. Un développement urbain respectueux de l'identité de notre ville

2. Un logement abordable pour toutes les bourses

3. Un patrimoine à sauvegarder

4. Les habitants et la nature

5. Les enfants et les familles d'abord

- L'enfance
- La jeunesse

6. Pour une politique engagée de justice sociale

7. La responsabilité de la ville pour la culture

8. La mobilité pour tous

9. Un développement économique mieux équilibré

10. Une démocratie communale vivante et transparente

11. Pour une politique financière économe des deniers publics

12. Sports et loisirs pour tous ; la jeunesse et le sport

13. La sécurité, une priorité absolue pour les habitants

14. Une ville où tout le monde est respecté

- Une ville pour tous, femmes et hommes
- Une ville pour les seniors
- Une ville inclusive
- Une ville intégrée
- Une ville qui profite de sa richesse associative

La ville de Luxembourg fin 2017

Depuis 48 années, soit presque un demi-siècle, le parti démocratique DP a dirigé la politique de la capitale, le plus souvent avec le parti chrétien social CSV et depuis 2005 avec les Verts.

La politique libérale qui a dominé l'évolution de la ville durant ces décennies – quel qu'ait été le partenaire de coalition – a marqué profondément les conditions de vie des habitants.

L'image et l'identité de la ville ont beaucoup souffert au cours de ces années. Les responsables passés et présents ont manifesté peu d'intérêt à protéger l'identité et la cohérence urbaine des quartiers. Si on ne peut certes pas figer une ville dans l'ancien, l'autorité publique a cependant la responsabilité de se soucier de la qualité architecturale et environnementale des nouveaux immeubles et de la cohérence du tissu urbain qui s'est développé au cours des siècles. Une ville n'est pas simplement un objet de spéculation où la propriété privée peut agir à sa guise.

Si le plan d'aménagement général de 1993 a comporté un certain nombre de mesures de protection de l'acquis urbain, beaucoup de rues et de quartiers sont restés en dehors de ces mesures et ont de ce fait été l'objet de démolitions et de constructions de plus en plus importantes à mesure que le pays et la ville se sont développés économiquement. Les mesures de protection n'ont pas empêché la destruction de témoins architecturaux intéressants. En même temps, la ville n'a pas bougé le petit doigt pour empêcher que des logements ne soient « mésaffectés » au profit d'espaces de bureau.

La spéculation immobilière et la promotion de grandes surfaces de bureaux et de commerces ont marqué le caractère de la ville. La logique du laisser-faire s'est traduite par la multiplication d'espaces de bureaux, aux dépens de l'immobilier de logement, provoquant un cercle vicieux de perte de la qualité de vie dans les quartiers, de rareté et donc de prix élevés des logements.

À voir le programme du collège échevinal DP-Verts de 2011 en matière de politique du logement, on constate qu'à peu près aucune mesure alors proposée n'a été réalisée. Le programme de « Baulücken » consistant à construire sur des terrains isolés n'a créé qu'un nombre limité de logements à des prix abordables.

Ce qui a toujours intéressé le DP, ce sont les grands projets immobiliers de promoteurs nationaux et internationaux privés qui recherchent le profit au lieu de l'intérêt de la ville. Ban de Gasperich et Royal-Hamilius aboutiront à la création de nouvelles grandes surfaces commerciales au détriment du résidentiel et au péril des commerces du centre-ville et des commerces de proximité dans les quartiers.

Par ailleurs, si ces projets ont certes l'avantage de créer des emplois, force est de constater que le nombre d'emplois créés n'est pas en relation avec le nombre d'habitations créées. La conséquence en est l'augmentation du trafic des navetteurs et la diminution de la mobilité en ville.

D'autres grands projets annoncés à coup de marketing politique (Place de l'Etoile, Portes de Hollerich, Luxembourg Central) ont disparu du radar des responsables. L'entrée ouest par la route d'Arlon qui reste depuis des décennies une vaste friche est un scandale urbanistique permanent pour une ville capitale européenne. Le lotissement pour logements maintes fois annoncé rue Anatole France à Bonnevoie n'est toujours pas entamé.

Un des résultats particulièrement grave de cette politique est la désertification du centre-ville, mais aussi de la Gare et de certaines parties des quartiers péricentraux. Ce phénomène conduit à un afflux accru de navetteurs frontaliers et internes.

Dans ces quartiers, il devient de plus en plus difficile d'assurer le maintien d'une offre complète de classes de l'école publique et de l'encadrement en foyers.

Les questions sociales passent au 2^e rang. Le débat politique et le dialogue avec les citoyens ont cédé la place à la technocratie et au marketing.

Le centre historique comme certains faubourgs (Clausen, Grund) servent de quartiers d'amusement. De nombreuses nuisances en matière de tranquillité, de sécurité et de dégradation du cadre de vie des habitants en sont la conséquence.

Economiquement, la ville a perdu sa diversité. Le tissu économique tend à se réduire aux services bancaires et financiers et aux services annexes de cette activité. Les activités artisanales ont abandonné la ville pour des zones d'activité dans l'agglomération. Le commerce de luxe se porte toujours bien alors que le commerce de détail dit de proximité destiné essentiellement aux résidents fléchit, en l'absence de toute intervention du collège échevinal.

La majorité au pouvoir depuis si longtemps n'a jamais réussi à programmer sérieusement ses investissements en fonction de l'évolution de la ville, de l'augmentation de la population et des besoins de ses habitants. La multiplicité de chantiers un peu partout révèle ce manque de programmation à moyen et long terme qu'on essaie de masquer sous des slogans trompeurs d'une dynamique présomptueuse.

À titre d'exemple, citons les problèmes évidents en matière d'infrastructure sportive, pourtant capitale pour la santé de tous et l'activité physique des enfants, des jeunes, des adultes et des seniors. Avec une croissance de la population de 3 % chaque année, ces infrastructures sont restées au niveau d'il y a dix ans, pour certaines d'il y a trente ans. Le manque de programmation a entraîné que six halls sportifs doivent être rénovés en même temps d'ici 2018 et 2019, ce qui a des conséquences néfastes pour le sport scolaire et le sport associatif à la fois. Les enfants doivent être véhiculés de leur école à des halls de remplacement, les clubs sportifs perdent des heures d'entraînement et doivent refuser de nouveaux membres. Certains quartiers importants comme Kirchberg, Kiem, Weimerskirch et Weimershof ne disposent d'aucune infrastructure sportive communale.

Les « Stater Sozialisten » constatent par ailleurs que la qualité de vie d'un habitant de la ville laisse à désirer à plusieurs égards.

Selon l'endroit où il habite, sa tranquillité nocturne souffre du bruit des avions du Findel suite aux nombreuses dérogations à l'interdiction des vols de nuit.

De jour, la qualité de l'air laisse à désirer autour des grandes artères du centre-ville et le smog est dangereux pour sa santé.

Son voisinage peut se transformer rapidement s'il a la malchance de vivre dans un quartier sur lequel s'acharne la spéculation immobilière. Du jour au lendemain, au lieu d'un voisinage normal de familles, il peut se trouver voisin d'un bureau installé dans un logement : fiduciaire, parti politique, étude d'avocat, crèche privée, etc.

Quant à sa mobilité, s'il a à sa disposition un bon réseau d'autobus, il constate qu'il est peu fiable car rarement ponctuel à cause du trafic causé par les nombreux navetteurs ; il attend avec impatience le tram que la bourgmestre DP a empêché il y a vingt ans pour des raisons électorales.

La propreté de sa ville souffre de l'incivilité de certains habitants qui se déchargent de leurs détritiques n'importe comment. Les conteneurs destinés à recevoir des déchets triés sont parfois des lieux chaotiques, malgré les interventions régulières des services de la ville.

Le bilan de la coalition DP-Verts au pouvoir entre 2011 et 2017

Les socialistes ne critiquent pas pour le plaisir de la critique ce qui s'est fait ces dernières années en ville. Mais à examiner attentivement l'accord de coalition entre le DP et le parti « déi gréng » pour la mandature 2011-2017, ils constatent des acquis, mais aussi des promesses qui n'ont pas été tenues.

L'échec est particulièrement flagrant en matière de logement et de conditions d'habitation. Aucun des trois objectifs mis en avant n'a été atteint : il n'y a eu ni accroissement de jeunes familles parmi la population résidente – elles ont plutôt tendance à diminuer – ni offre conséquente en logements à prix abordables ni lutte contre la « mésaffectation » d'espaces d'habitation.

- *Le grand projet phare de construction de logements à prix abordables, vendus sur base de bail emphytéotique ou mis en location-vente, n'a pas été réalisé.*
- *Peu de nouveaux logements sociaux ont été créés en ville.*
- *Il n'y a pas eu de nouveaux logements locatifs pour les jeunes.*
- *Il n'y a pas eu d'initiatives pour aménager des logements d'étudiants dans les maisons unifamiliales habitées par leurs propriétaires.*
- *Aucune mesure concernant la « mésaffectation » des logements ou la lutte contre les logements vides n'a été prise.*
- *Si dans les PAP au-delà d'un hectare la loi prévoit que 10 % des logements doivent être à loyer modéré, le prix en est souvent encore trop élevé en ville pour que de jeunes ménages puissent les payer.*

Les socialistes sont convaincus qu'une nouvelle politique, prise en main par de nouveaux responsables politiques dans l'exécutif communal, fera le plus grand bien à la capitale qui voit sa population exploser et les problèmes se poser avec de plus en plus d'urgence.

Le programme des « Stater Sozialisten »

1. UN DÉVELOPPEMENT URBAIN RESPECTUEUX DE L'IDENTITÉ DE NOTRE VILLE

Les « Stater Sozialisten » approuvent la nécessité de développer la ville par la construction à l'intérieur du périmètre fixé par le plan d'aménagement général (PAG). Pour eux, la ville est en premier lieu un milieu de vie pour la population avant d'être un objet économique.

Des quartiers qui ont du caractère et qui respirent

Une vie de quartier vivante est une condition indispensable pour que les nouveaux habitants désirent s'implanter durablement dans notre ville. C'est dans le quartier que se rencontrent au jour le jour les habitants autochtones y vivant depuis longtemps et les nouveaux habitants, c'est là que les gens apprennent à se connaître et à s'entendre.

Les « Stater Sozialisten » s'engagent pour une ville des habitants. Ce sont les habitants qui font de la ville une communauté vivante où chacun peut mettre en œuvre son projet de vie. D'où la revendication d'assurer à chacun un logement à prix abordable, ce qui malheureusement n'est plus possible après la politique libérale des dernières décennies.

Des quartiers résidentiels

Les rencontres quotidiennes des habitants dans les quartiers résidentiels font la vie collective de la ville. Ainsi naît la cohésion sociale, donc aussi l'intégration des nouveaux arrivants, Luxembourgeois ou étrangers, dans la ville. Les contacts sociaux contribuent à un voisinage vivant qui protège de l'isolation dont souffrent surtout des habitants âgés.

Les « Stater Sozialisten » s'engagent à créer un cadre de vie optimal dans les quartiers de la ville, fait d'une offre commerciale adaptée aux besoins des habitants, d'infrastructures sociales et culturelles, de locaux associatifs. Pour les enfants et les jeunes il faut une offre complète de l'école publique avec un encadrement périscolaire dans chaque quartier.

Des animateurs de quartier décentralisés pourront servir de liens entre l'administration de la ville et les habitants et associations des quartiers. Ils pourront animer la vie de quartier et s'occuper de l'utilisation optimale des infrastructures communales dans le quartier, en dialogue étroit avec les associations.

Chaque quartier pourra grâce à une page web spécifique sur le site internet vdl.lu être informé directement sur la vie collective et le fonctionnement de la commune.

★

Étant donné la pénurie de logements et les dérives de la politique libérale des dernières décennies, la ville doit enfin prendre l'initiative et être proactive en matière de création de logements au lieu d'en laisser l'initiative aux promoteurs. Elle peut certes collaborer avec ceux-ci, mais avec l'objectif premier d'un développement durable et intelligent dans l'intérêt collectif. Elle doit recourir à tous les instruments et ressources nationaux et européens pour engager une politique volontariste forte du logement. Dans cette optique, elle doit se donner des instruments tel qu'un programme de développement des logements avec une évaluation annuelle. Un grand effort en matière d'acquisition de terrains et d'immeubles ainsi de construction de logements s'impose dans les meilleurs délais.

Cependant, si les efforts en vue de résoudre la question du logement en ville n'aboutissent pas dans le cadre de l'actuel PAG, il faudra réfléchir à étendre le périmètre d'urbanisation, mais à la condition expresse que cette extension serve à la construction de nouveaux quartiers vivants et fonctionnels.

Dans l'optique d'un développement cohérent de l'agglomération, les socialistes se prononcent pour une communauté urbaine du « Grand Luxembourg » puisque seule la collaboration entre la ville et les communes avoisinantes pourra à terme atteindre l'objectif de créer 2.000 logements par an et réaliser un concept de mobilité à l'échelle de l'agglomération.

Les socialistes veulent que la ville

- *encourage le repeuplement des quartiers centraux ;*
- *promue l'immobilier résidentiel soit en régie propre soit en collaboration avec le secteur privé, par opposition à l'immobilier commercial et de bureaux déjà surreprésenté ; limite la création de grandes surfaces après les projets en cours et proches de leur finition ; privilégie la création de logements au lieu des bureaux et des emplacements commerciaux dans tous les grands projets immobiliers présents et futurs, que ce soit au Kirchberg, au Royal-Hamilius et au Ban de Gasperich ou plus tard sur les friches de Dommeldange ; y privilégie le commerce de proximité ;*
- *accompagne la croissance de la ville en pensant en amont, dès la programmation, aux besoins des habitants ;*
- *dans cette perspective tienne compte prioritairement de la cohésion sociale à l'intérieur des quartiers par la promotion d'un milieu de vie agréable et interactif pour toutes les couches de la population ;*

- *développe la convivialité dans les nouveaux quartiers en y créant dès le départ les commerces de proximité et des services sociaux, médicaux et culturels nécessaires pour la vie urbaine de même que des places publiques, des zones de repos et des espaces verts ;*
- *établit un cadastre des commerces de proximité, en dresse le bilan quartier par quartier, et élabore une politique urbaine pour le commerce de proximité ensemble avec les entreprises concernées et des startups ;*
- *veille à une mixité équilibrée des commerces dans chaque quartier et promeut la présence de services et commerces artisanaux ; aborde cette question en collaboration avec les entreprises concernées ;*
- *se préoccupe d'une offre équilibrée sur tout le territoire de la commune en matière d'infrastructures sportives et culturelles et ce dès la conception d'un nouveau quartier d'habitation ;*
- *pourvoit tous les quartiers d'espaces verts, d'aires de repos, de places de jeux et de chemins pour piétons et cyclistes ;*
- *améliore la participation citoyenne dans les projets de développement de la ville ;*
- *intègre les composantes du trafic et de l'environnement dans la planification du développement urbain ;*
- *termine enfin l'aménagement de la vieille ville, en souffrance depuis deux décennies ;*
- *réfléchit à relier l'ensemble à construire route d'Arlon avec le centre-ville et soigner le nouvel environnement urbain du projet Royal-Hamilius ;*
- *développe des idées pour la future utilisation de l'ancien Athénée après le départ de la Bibliothèque nationale au Kirchberg, s'oppose à la création d'un musée à cet endroit vu les nombreux musées situés à proximité immédiate et oriente ses préférences vers la création de logements pour revivifier le centre-ville ;*
- *soutient le projet commun entre l'État et la ville de faire de la place de la Constitution un endroit agréable sans voitures et ouvert sur la vallée de la Pétrusse ;*
- *sauvegarde le calme et la nature dans la vallée de la Pétrusse, destinée avant tout à la récréation des citadins, familles et enfants ; n'y implante plus de projets supplémentaires sauf ceux qui privilégient la biodiversité ;*
- *coordonne le développement urbain avec les communes avoisinantes de l'agglomération tout en regrettant que le DICl (Développement Intercommunal Coordonné et Intégratif pour*

le sud-ouest de l'agglomération de la ville de Luxembourg) chargé de cette mission soit un organe réservé aux exécutifs, et demande que les élus des communes et les citoyens soient largement impliqués dans ces discussions ;

- *rende le fonctionnement de la commission consultative des bâtisses plus transparent et plus participatif ; se donne un conseil pour la planification de la ville, composé d'experts luxembourgeois et étrangers ; sépare administrativement le service de l'urbanisme de la police des bâtisses (contrôle vs contrôleur) ;*
- *publie la liste de tous les immeubles propriétés de la ville sur Internet ;*
- *rende publics les plans d'aménagement particuliers (PAP) avant le vote au conseil communal afin de pouvoir y intégrer des propositions constructives améliorant la qualité urbanistique et environnementale du PAP ;*
- *organise, dans une optique de transparence et de qualité, des concours publics d'architecture chaque fois que la ville procède à un investissement important.*

2. UN LOGEMENT ABORDABLE POUR TOUS

Priorité au logement !

Les « Stater Sozialisten » se prononcent pour un grand programme communal de logements. À cette fin, ils proposent des mesures concrètes inspirées d'une volonté politique forte de rendre possible l'accès à un logement à prix abordable pour toutes les couches de la population, et tout particulièrement pour les jeunes familles avec enfants qui veulent s'installer définitivement dans la ville où se trouvent aussi leurs emplois.

Les mesures suivantes s'imposent durant la mandature prochaine :

- *définisse des lotissements sur les terrains qui appartiennent à la commune, qu'elle mette en vente les lots de préférence par le bail emphytéotique; impose des délais pour la construction dans ces lotissements pour empêcher la spéculation avec les terrains ;*
- *introduise le système de la location-vente dans ses projets de construction de logements à prix abordables ;*
- *respecte strictement la disposition légale que 10 % au moins des habitations d'un plan d'aménagement particulier de plus d'un ha doivent être à coût modéré ; le cas échéant, acquiert elle-même ces 10 % pour les mettre à disposition comme logements locatifs ;*

- s'engage pour faire aboutir des projets à haut potentiel de développement urbanistique pour le résidentiel comme p.ex. sur les friches de Dommeldange ;
- développe de nouveaux concepts pour le logement tels que les coopératives ou le logement intergénérationnel ;
- utilise systématiquement le droit de préemption pour la commune dans les aliénations à titre onéreux tel qu'introduit par la loi du 28 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes ;
- mette à profit les avantages et les aides de la législation en matière d'accès au foncier et de création de logements ;
- augmente progressivement la taxe foncière sur les terrains constructibles confirmés si des constructions ne sont pas engagées dans des délais raisonnables ;
- alerte les propriétaires sur la législation qui interdit la transformation d'habitations en bureaux à moins d'une autorisation du bourgmestre, encourage les propriétaires à reconvertir des immeubles de bureaux en habitations, si nécessaire par des incitatifs financiers, et applique systématiquement la législation ;
- contrôle l'utilisation des espaces d'habitation situés au-dessus des magasins, en particulier dans le centre-ville, et encourage la location à des particuliers à des fins de logement ;
- conseille et assiste les propriétaires pour adapter des immeubles pouvant servir de logement ;
- acquiert des maisons d'habitation mises en vente sur le marché pour développer le parc de logements gérés par le service du logement de la ville ;
- augmente le nombre de logements sociaux appartenant à la commune, construit elle-même des habitations sociales ;
- améliore la gestion et la remise en état du parc de logements sociaux communaux, en y intégrant l'expertise des services communaux ;
- crée un guichet spécifique pour tous les demandeurs d'un logement social où ceux-ci trouveront réunies les formalités pour tous les logements créés ou gérés par la commune, l'Etat ou des établissements publics ;
- revoit les critères d'accès au logement social et aide les personnes qui habitent un logement social ne remplissant plus les critères d'occupation à se reloger ;
- établit un inventaire de tous les terrains et maisons qui appartiennent à la commune, rénove rapidement les maisons d'habitation qui appartiennent à la commune sur la base d'un plan pluriannuel et les offre sur le marché locatif sans intermédiaires ;
- crée des logements à besoins spécifiques tels que pour les personnes âgées désirant vivre dans leur propre logement et dans leur quartier, de même que pour les jeunes et les handicapés ;
- continue ses efforts de créer des logements pour étudiants ;
- encourage la création de logements pour des besoins temporaires ;
- en cas de densification ou de constructions en hauteur, se préoccupe tout particulièrement de l'aménagement durable des alentours de ces bâtiments ainsi que de l'utilisation des locaux au rez-de-chaussée pour en faire des lieux de rencontre pour les habitants ;
- se donne les moyens pour établir un inventaire des habitations non occupées appartenant à des tiers et fasse le point sur les raisons de cette non-occupation ;
- dans un premier temps approche les propriétaires des habitations non occupées pour les inciter à collaborer avec la commune dans sa politique de logement avant d'intervenir, si nécessaire, par des moyens réglementaires ou par une taxe sur les logements non occupés.

3. UN PATRIMOINE À SAUVEGARDER

Protégeons l'image de la ville !

Luxembourg était à la fin du 19e siècle, après le démantèlement de la forteresse, une petite ville de 20.000 habitants. Elle atteint aujourd'hui 114.000 habitants. Il reste certes quelques maisons isolées d'une grande qualité architecturale que tout le monde s'accorde à protéger, mais il y a aussi des témoins d'architecture plus récente intéressants, que ce soient des rues ou des portions de rues qui forment des ensembles cohérents. Tout cela fait le caractère de la ville. Faire évoluer la ville signifie aussi qu'il faut se préoccuper d'allier l'ancien et le moderne.

Les socialistes feront en sorte que la ville

- assure la préservation systématique des immeubles représentatifs retenus dans l'inventaire établi par la commune, ensemble avec les services compétents de l'Etat et de la commune ;
- achève l'inventaire des immeubles à protéger pour éviter désormais les nombreuses destructions irréfléchies de ces dernières années ;

- *rende accessible et visible par Internet à tous les citoyens cet inventaire déjà établi en vue du nouveau PAG ;*
- *protège plus systématiquement les aménagements intérieurs des immeubles protégés, au lieu d'en autoriser systématiquement le dénoyautage total qui détruit des éléments de style en harmonie avec l'architecture préservée et ne laisse subsister que la façade ;*
- *prenne soin que la modernisation énergétique des immeubles anciens soit effectuée dans le respect de la substance bâtie ancienne ;*
- *crée un service communal pour orienter les propriétaires d'immeubles anciens dans la restauration et la rénovation de leurs biens ;*
- *instaure une évaluation systématique (« monitoring ») de la mise en œuvre du nouveau PAG pour suivre le développement des quartiers ;*
- *intervienne pour préserver l'identité des quartiers de la ville en cas de menace par des projets immobiliers visant ou impliquant la destruction d'immeubles significatifs ;*
- *soit particulièrement sensible quand il s'agit d'interventions lourdes dans le périmètre UNESCO ;*
- *se soucie de la qualité architecturale des constructions et s'oppose à des constructions nouvelles dont l'architecture est de mauvaise qualité ou qui ignorent la spécificité du tissu architectural de la ville et du quartier ou de la ville ;*
- *crée un portail électronique pour tous les documents publics en relation avec les autorisations de bâtir et les procédures administratives ;*
- *implique les habitants dans les discussions concernant le développement de leur quartier, la qualité de l'architecture et les répercussions sur leur vie au quotidien.*
- *protège efficacement les biotopes de la ville, comme les parcs et les rochers qui constituent des biotopes spécifiques et hautement intéressants pour leur faune et leur flore spécifiques ;*
- *délimite, utilise et réorganise les espaces le long des rues et autour des arbres où la nature peut s'épanouir librement et devenir un facteur régulateur dans l'espace public ;*
- *encourage des mesures par lesquelles la nature s'introduit dans la ville (toits plats et façades, recouverts de verdure, murs en pierres sèches qui sont des milieux de vie pour la faune et la flore, places de stationnement au revêtement perméable, mise en place par les particuliers de réservoirs d'eau de pluie) ;*
- *procédera enfin à la renaturation de la vallée de la Pétrusse et du Drosbach en collaboration avec l'État et les communes avoisinantes concernées ;*
- *se préoccupe du climat en ville et surtout de la qualité de l'air, sachant que ces aspects sont intimement liés à la circulation automobile, aux vols d'avion et à la consommation d'énergie ;*
- *entende réduire la pollution par la lumière ;*
- *veille à rapprocher les enfants de la nature par des campagnes de sensibilisation autour du thème de la nature, par des contacts avec des agriculteurs qui distribuent leurs produits dans les écoles et maisons de relais de la ville ;*
- *affecte plus de surfaces à des zones de réserve naturelle, aux parcs, aux aires de loisirs et de repos et aux chemins de promenades (soit sur base des instruments réglementaires existants, soit sur base de coopérations régionales et/ou nationales, soit en proposant des solutions innovantes aux propriétaires de terrains en friche).*

4. LES HABITANTS ET LA NATURE

Dans une ville qui entend rester de taille humaine, la nature est un facteur important pour la santé et le bien-être des habitants. La prise en compte et le respect de la nature s'imposent dès lors dans toutes les décisions urbaines.

Les socialistes feront en sorte que la ville

- *respecte et donne une plus grande importance aux zones de protection naturelle délimitées par le PAG sur le territoire de la ville, à relier entre elles par des corridors verts ; des projets favorisant la biodiversité seront implémentés ;*

5. LES ENFANTS ET LES FAMILLES D'ABORD

Le bien-être des enfants et des adolescents, leurs perspectives d'avenir préoccupent les socialistes au plus haut point. Les « Stater Sozialisten » entendent poursuivre une politique familiale moderne et ouverte qui aidera les parents à concilier vie familiale et vie professionnelle, contribuant à l'égalité entre femmes et hommes et gardant à l'esprit la tâche difficile des monoparentaux.

L'enfance

Les « Stater Sozialisten » mettent le bien-être des enfants et des jeunes ainsi que l'égalité des chances au centre de leurs préoccupations.

Des enfants et des adolescents épanouis sont les meilleurs garants pour réaliser une société en paix.

Malheureusement, nous constatons que le nombre d'enfants défavorisés a tendance à augmenter. Il ne s'agit pas toujours de manque matériel et il revient donc aux responsables politiques de mettre en place des stratégies efficaces et intelligentes afin d'offrir à tous les enfants les mêmes chances.

Les « Stater Sozialisten » sont d'avis que la majorité actuelle n'a pas pris ce sujet suffisamment au sérieux et n'a pas eu de volonté réelle de se pencher sur la problématique de l'égalité des chances. Ainsi, les enfants issus de familles modestes ont moins de chance d'atteindre un niveau d'études plus élevé que leurs parents, alors que les enfants des familles aisées ont toutes les chances d'atteindre un niveau d'études élevé. Cette situation, qui perdure pourtant depuis des décennies, est inacceptable.

Nous estimons aussi que, contrairement aux idées reçues, la politique communale a non seulement le pouvoir d'intervenir mais aussi le devoir de lutter contre la pauvreté des enfants qui n'est pas une fatalité. En effet, grâce à sa proximité avec les citoyens, la commune est la mieux placée pour mener à bien une politique de prévention efficace.

Dans ce cadre, la prise en charge des enfants avant l'âge de la scolarité a un rôle important à jouer quand les parents travaillent et confient les enfants à une crèche ou un foyer scolaire.

Plus tard, un enseignement de qualité se déroulant dans une atmosphère sereine, visant le développement des compétences de chaque enfant dans son individualité, permettra aux enfants d'évoluer et d'atteindre le mieux d'eux-mêmes.

C'est la raison pour laquelle les « Stater Sozialisten » proposent

- *de maintenir et d'améliorer le dialogue entre les professionnels de l'éducation et le collège échevinal afin d'en faire un réel dialogue à deux sens entre partenaires à responsabilité partagée ;*
- *d'engager une politique de prévention en faveur de la petite enfance (0 à 4 ans) afin d'engager le dialogue avec les jeunes parents et de les guider vers les offres socio-culturelles adaptées de la ville, en s'inspirant p.ex. du projet « Chancenreich » à Bochum ;*
- *d'élargir l'accueil en foyer scolaire à tous les enfants du précoce ;*
- *de mettre en place un programme éducatif de qualité pour les enfants du précoce dans des infrastructures adaptées ;*
- *de mettre en place un pool de remplaçants pour éducatrices et éducateurs, similaire à celui qui existe pour les enseignants ;*
- *d'adapter les opportunités de communication entre les parents et la direction des foyers scolaires ;*
- *d'analyser les besoins d'une ouverture du Foyer scolaire dès 7h du matin ;*

- *de structurer le dialogue permanent entre la ville et les éducatrices et éducateurs afin d'arriver à terme à une optimisation des conditions de travail ;*
- *de présenter et promouvoir l'école publique en organisant des réunions d'informations pour les primo-arrivants ;*
- *de mettre en place une meilleure connaissance de l'évolution du nombre d'enfants par quartier pour anticiper et organiser les besoins et agencements des infrastructures nécessaires ;*
- *de rédiger et adapter la Charte de Qualité de l'encadrement périscolaire en collaboration avec les parents et les responsables des foyers et en y incluant le suivi de l'application des règlements grand-ducaux ;*
- *d'encourager le dialogue entre les personnels des foyers afin d'échanger les bonnes pratiques ;*
- *de promouvoir les réflexes écologiques en développant des pratiques respectueuses de l'environnement dans l'utilisation du matériel, dans les activités ainsi que la prévention du gâchis alimentaire ;*
- *de développer et promouvoir, grâce à une communication efficace, un réseau de Tageseltern.*

Une politique qui vise à mettre les intérêts des enfants et des jeunes au centre ne doit pas se limiter aux écoles et à l'accueil périscolaire. En effet, l'urbanisme peut et doit aussi prendre en compte les besoins très spécifiques des enfants lors de la création d'espaces publics qu'ils pourront s'approprier. Une ville doit être pensée pour tous, y compris pour les enfants qui ont le droit de pouvoir y circuler en toute sécurité et de manière autonome. Ainsi, dans un environnement urbain de moins en moins favorable aux enfants, la ville doit veiller à maintenir et à développer les opportunités « spontanées » de rencontre dans des espaces publics ouverts, naturels et accueillants : Spillwisen sans grandes infrastructures, aires de repos, places publiques plantées, etc.

Dans ce contexte, les « Stater Sozialisten » proposent

- *de rédiger, en collaboration avec les enfants, une « Charte pour un urbanisme respectant les besoins des enfants » en matière de sécurité et de signalisation adaptées ;*
- *d'assurer la sécurisation autour des lycées et écoles afin que les jeunes et les enfants puissent circuler en sécurité et de manière indépendante depuis leur domicile vers l'école ou les lieux de loisirs ;*
- *d'impliquer les enfants et les habitants des quartiers dans l'élaboration des aires de jeux qui intègrent davantage d'éléments naturels ;*

- *de prévoir une aire de jeux « Indoor » gratuite soit dans des infrastructures existantes, soit dans de nouvelles infrastructures ;*
- *de mettre en place un éclairage adapté auprès des aires de jeux afin que les enfants puissent jouer dehors aussi en automne et en hiver ;*
- *de créer un conseil communal permanent des enfants afin de les sensibiliser à la politique communale, de garantir que leur opinion soit entendue et qu'ils puissent participer activement à la vie politique de la ville ;*
- *d'encourager et soutenir, par des moyens financiers et logistiques, l'encadrement et l'engagement éducatif et social en faveur des enfants dans les associations et clubs sportifs.*

Le site Internet de la ville peut devenir une plate-forme accélérant l'échange entre toutes les parties concernées par le bien-être des enfants : parents, personnel enseignant, personnel encadrant des structures périscolaires, associations de loisirs et de sports des quartiers de la ville et services spécialisés. Les « Stater Sozialisten » veulent doter le département des services pour enfants des ressources nécessaires afin de professionnaliser davantage ce travail important. Ainsi, une équipe dédiée à la gestion du site Internet réunira, à côté de l'expertise technologique de base nécessaire, des experts de l'enfance et de la communication pédagogique. Cette équipe travaillera à géographie variable suivant les projets en cours. Exemple : s'il s'agit de recruter des enfants pour les clubs de sport ou les associations de musique, des modules spécifiques seront créés pour le site Internet avec l'aide des personnes du terrain.

Miser sur la jeunesse

Les « Stater Sozialisten » sont conscients que les jeunes (12-25 ans) sont un public essentiel pour l'avenir de la ville et regrettent que cela ne soit pas encore assez pris en compte par les autorités communales actuelles. Il est devenu capital de les écouter, de profiter de leur énergie et de leur potentiel créatif pour conforter une juste vision de la ville d'aujourd'hui et de demain. Les écouter, c'est aussi offrir plus de chance de réussite à tous et ne pas négliger ceux qui sont parfois laissés de côté.

Les « Stater Sozialisten » sont d'avis qu'il faut préserver et développer le sens civique de la génération de demain et l'aider à devenir des citoyens responsables de la ville.

Les jeunes sont confrontés dans leur quotidien à de multiples questions pour construire leur avenir, que ce soient leurs études, leurs choix professionnels, leur santé (hygiène de vie, sexualité, drogue, alcool, dépression, mal-être, suicide, Internet et ses dangers...), leur rapport à l'environnement, leur participation à la vie associative et leur engagement social par le bénévolat.

Les jeunes sont plus sensibles et plus en avance que les générations dites « mûres » dans certains domaines qui pour eux sont maintenant une évidence. Une ville moderne doit en tenir compte en promouvant la tolérance et le vivre-ensemble, l'internationalité et le multilinguisme quotidien, la créativité tous azimuts à travers la multi-culturalité de la ville, le choix de la mobilité douce, le respect de l'environnement, l'utilisation quotidienne des technologies de pointe.

Dans un esprit d'échange et de communication, les « Stater Sozialisten » sont prêts à aider les jeunes et attendent de leur part qu'ils signalent les axes de développement de demain importants à leurs yeux pour construire une ville meilleure.

Pour être le plus efficace possible dans cette politique, il importe de reconnaître les différences entre des jeunes à partir de 12 ans et des jeunes à partir de 16 ans.

Pour les plus jeunes, il faut continuer à garantir la possibilité de profiter des activités encouragées par la ville dans le cadre de structures adaptées comme les maisons des Jeunes, les centres de rencontre conventionnés pour jeunes, les centres sportifs, les espaces verts et les aires de jeux et de repos (cf. chapitre enfance). Mais aussi les associations en tous genres jouent un rôle essentiel dans leur développement. Un encadrement adapté et professionnel doit y être garanti et les moyens nécessaires en personnel éducatif assurés.

Pour les plus âgés, il ne faut pas oublier que si ces infrastructures jouent toujours un grand rôle pour eux, il importe aussi de reconnaître et de considérer leur envie d'être acteurs !

C'est-à-dire les laisser dire ce qui plaît, ce qui ne plaît pas : c'est l'échange créatif, interactif et continu avec les autorités communales.

Pour une meilleure politique jeunesse de la ville, les « Stater Sozialisten » proposent donc

- *d'encourager et de soutenir le travail des structures actuelles (centres de rencontre conventionnés pour jeunes, maison des jeunes, portail local pour jeunes...) ;*
- *d'élargir les actions de partenariat avec des institutions et associations telles que la Croix-Rouge luxembourgeoise, Caritas, Solidarité Jeunes, Interactions... ;*
- *de mieux profiter des institutions européennes en place par des actions de partenariat éducatives ;*
- *d'inciter la création événementielle sur des sujets propres aux jeunes : plate-forme, conférences, événements culturels et sportifs... ;*
- *d'améliorer le site Internet de la ville afin d'en faire un outil de communication convivial et pratique pour les jeunes ;*

- *d'encourager sur le territoire de la ville des échanges entre les jeunes des différents établissements scolaires publics et privés afin de ne pas cloisonner cette population mais d'ouvrir des passerelles ;*
- *d'organiser des conférences internationales telles que MUN (Model United Nations), MEP (Model European Parliament) ou Euroweek en portant la ville de Luxembourg candidate à de tels événements internationaux rassemblant les jeunes de nombreux pays ;*
- *de créer une revue de la ville pour les jeunes à l'image de celle actuelle « City » traitant de sujets adaptés tels que le permis de conduire, le civisme et l'action citoyenne, la santé, les technologies, les métiers d'avenir, la vie étudiante, la culture, la mobilité douce, l'environnement et la nature, les associations sportives et autres ;*
- *d'encourager la création d'une plateforme d'offres de jobs intérimaires pour les plus âgés : cours d'appui, jobs d'été, travaux divers, offre de covoiturage pour les étudiants... ;*
- *d'élaborer une application plus attractive et au service des jeunes de la ville de Luxembourg ;*
- *de créer un conseil communal permanent des jeunes afin de garantir que l'opinion des jeunes soit entendue et qu'ils puissent participer activement à la vie politique de la ville.*

Puier dans l'énorme potentiel de la population jeune et internationale de la ville, c'est donc se donner la chance de mieux profiter de l'envie d'inventer et d'oser dont fait preuve la jeunesse de toute condition sociale et de toute origine : c'est une des solutions pour la ville de Luxembourg de ne pas rater le train de la modernité !

6. POUR UNE POLITIQUE ENGAGÉE DE JUSTICE SOCIALE

Les socialistes de la ville s'engagent pour une politique sociale volontariste au niveau local. Celle-ci ne doit pas simplement consister à distribuer des aides financières, mais doit être avant tout une politique préventive pour éviter la précarité et permettre aux habitants de construire leur vie en toute autonomie.

Les socialistes apprécient le travail fourni quotidiennement par les nombreux organismes œuvrant dans le domaine social dans la ville. Mais celle-ci ne peut se satisfaire de sous-traiter la politique sociale à des associations et prestataires externes.

Les socialistes feront donc en sorte que la ville

- *coordonne mieux ses services communaux et renforce sa coopération avec l'office social communal qui doit devenir un service-phare dans la commune ;*
- *renforce l'Office social par l'engagement d'assistants sociaux supplémentaires ;*
- *mette à disposition d'urgence de nouveaux locaux qui devront prendre en compte les besoins des employés et des clients ;*
- *encourage la collaboration sur la base de conventions avec les nombreuses organisations expertes dans le domaine social sur base des outils adaptés du travail social ;*
- *élabore un plan social communal et collabore avec les initiatives de l'économie sociale et solidaire à partir des données réunies ces dernières années sur la situation sociale en ville (étude FOREG) ;*
- *collabore avec l'Administration pour le développement de l'emploi (ADEM) et les associations actives dans le domaine de l'insertion professionnelle (Aarbechtshëllef, Co-labor, Apemh, Ligue HMC...) pour endiguer le chômage sur son territoire ;*
- *instaure avec ces associations et l'ADEM un monitoring pour accompagner les projets pendant leur exécution ;*
- *refuse de privatiser les services publics communaux, mais augmente au contraire son effort de formation professionnelle pour les résidents de la commune en augmentant les places d'apprentissage dans les services communaux, avec une perspective d'engagement dans les services de la commune ; cet effort doit aussi se faire en direction des personnes difficiles à placer sur le premier marché du travail ;*
- *décentralise sur son territoire les structures sociales, indispensables pour accueillir les personnes sans domicile fixe et les toxicomanes, et en appelle aux autres communes de participer à cet engagement social sur leur propre territoire ;*
- *renforce le « streetwork » à l'intention des personnes marginalisées (personnes sans abri, toxicomanes, jeunes socialement déracinés) surtout dans les quartiers les plus touchés comme la Gare et Bonnevoie ;*
- *mette en place une coopération renforcée avec les associations sportives et de loisir où est effectué un travail social préventif et où se pratique au jour le jour la socialisation des jeunes.*

7. LA RESPONSABILITÉ DE LA VILLE POUR LA CULTURE : ACCÈS À L'OFFRE CULTURELLE POUR TOUS ET SOUTIEN À LA CRÉATION

La ville de Luxembourg doit proposer une vie culturelle pour tous les publics et offrir des manifestations de bonne qualité : cette offre culturelle doit être ouverte à tous et en particulier aux enfants et aux jeunes de la ville, et cibler également ceux issus de milieux sociaux défavorisés. Les « Stater Sozialisten » considèrent l'accès à la culture comme un vecteur de l'éducation à part entière.

La politique du collège échevinal DP/Verts dans ce domaine se concentre essentiellement sur l'aspect commercial de la culture avec un objectif surtout « clientéliste ». Pour les socialistes au contraire, il importe de soutenir la création artistique dans la ville de façon beaucoup plus importante.

Ce sont en premier lieu les créateurs en général et les artistes en particulier qui façonnent la vie culturelle de la ville. C'est pourquoi la tâche principale de la politique culturelle de la ville devra consister à soutenir les artistes amateurs et professionnels et à développer un environnement propice à la création.

C'est pour toutes ces raisons que les « Stater Sozialisten » vont investir dans les acteurs culturels et leurs idées et ne pas se limiter à des projets d'infrastructure de prestige ou d'événements uniques.

À cette fin, les « Stater Sozialisten » proposent

- de rendre gratuite l'entrée dans les musées de la ville de Luxembourg et de promouvoir le mécénat en faveur de ces institutions ;
- de continuer de soutenir, notamment financièrement, les théâtres et d'autres institutions et centres de création d'art sur le territoire de la ville ;
- d'assurer la continuité du développement de la bibliothèque et de la médiathèque en adaptant l'offre à la population de la ville ;
- de continuer la coopération et la coordination avec les établissements culturels de la région et de la Grande Région (groupe de travail QuattroPole et LELA+) ;
- de soutenir les associations culturelles en créant une « maison des associations culturelles de la ville de Luxembourg » bien placée et ouverte aussi le samedi, par exemple dans les locaux du LCTO ;
- de mettre en place une journée des associations culturelles à la rentrée scolaire pour faciliter ainsi l'inscription des familles dans les associations ;

- de soutenir les initiatives culturelles locales à travers des conventions et des subsides et cela suite à un recensement clair et précis des associations et des écoles (de danse, de théâtre, de musique...) à caractère culturel ;
- de mettre en place un projet « Artiste en résidence », projet soutenant chaque année 1 artiste résident sélectionné sur la base d'un concours de la ville de Luxembourg.

Les « Stater Sozialisten » vont investir dans la création de jeunes artistes et pour cela encourager la création à travers la mise à disposition de structures et de locaux qui font encore défaut en ville et dans ses divers quartiers :

- créer un « Centre de création et d'art participatif » pour jeunes artistes sur le site de l'ancien abattoir à Hollerich ou à Dommeldange. Des studios de musique et de danse pour les jeunes, des locaux de répétition ainsi que des salles d'exposition pourront être intégrés dans ce projet. Des salles de concert de grande envergure qui causeraient des nuisances aux riverains ne seront pas intégrées dans ce projet ;
- assurer la dynamique de l'espace d'explorations culturelles des Rotondes, espace d'offres destiné aussi bien aux jeunes artistes qu'aux jeunes publics.

Les « Stater Sozialisten » vont investir dans le développement de tous les arts et pour cela

- soutenir la candidature de la ville de Luxembourg en tant que « City of Design » de l'UNESCO ;
- soutenir l'implantation d'une salle de cinéma « art et création » dans la ville en vue de la programmation de films et documentaires de producteurs luxembourgeois et étrangers ;
- faire entrer les technologies de pointe de l'image et du cinéma dans la création et dans la culture par des expositions, des ateliers pour les enfants et les jeunes ;
- sensibiliser le public et surtout les jeunes à la protection du patrimoine, à l'archéologie, à l'architecture et au développement du paysage dans la ville ainsi qu'au patrimoine immatériel sous toutes ses formes (traditions, vieux métiers et patrimoine artisanal et industriel de la ville, tradition ancienne des contes racontés aux enfants et aux adultes...) ;
- stimuler la création artistique hors des sentiers battus alors que la culture est un vecteur privilégié d'échange et de partage ; favoriser les projets impliquant des artistes et des audiences issus de l'immigration ;
- encourager le développement des arts plastiques afin de les hisser au même niveau que l'offre de la musique, de la danse, du chant ou du théâtre, et ce en particulier pour les enfants et les jeunes (école d'arts plastiques).

Les « Stater Sozialisten » entendent promouvoir la participation artistique des enfants et des adolescents à travers des initiatives culturelles à l'école et pour cela

- *permettre aux enfants et aux jeunes, dans le cadre de l'éducation formelle (école) ou informelle (foyer scolaire), d'assister gratuitement aux répétitions des divers spectacles en préparation en leur ouvrant les portes des grandes salles de concert, de théâtre et même en ouvrant les portes des salles d'exposition lors de l'installation d'exposition dans les musées mais aussi les studios de radio, de télévision et de cinéma... ;*
- *inciter les rencontres culturelles entre les enfants et les jeunes des différentes écoles publiques et privées de la ville, en encourageant le développement de « journées culturelles inter-écoles ». De telles journées feraient apparaître la grande richesse culturelle de la ville due aux nombreuses nationalités représentées en ville et seraient à travers la culture de chacun, un bon rempart face au « cloisonnement » des enfants et des jeunes de la ville du fait de leur choix d'écoles ou de lycées.*

Les « Stater Sozialisten » entendent favoriser la cohésion sociale à travers la culture et la création et pour cela :

- *multiplier la palette d'offres existantes de cours de langue luxembourgeoise et de conversation luxembourgeoise gratuits et avec des horaires adaptés aux différentes situations des habitants sans négliger le travail des associations qui existent déjà dans ce domaine (Café Babel, club polyglotte...). Ces cours auront aussi pour objectif de sensibiliser les habitants aux traditions du pays, dans un esprit convivial, informel et pratique (sans objectif d'examen ou de niveau à atteindre) ;*
- *inciter et soutenir l'organisation de « salons des artistes amateurs » dans les quartiers de la ville en permettant aux habitants qui le souhaitent de profiter de locaux ouverts par la ville afin d'y exposer leurs travaux. Ceci donnerait la possibilité aux habitants « artistes » d'exposer pour les habitants de leur quartier.*

Beaucoup d'offres et d'initiatives existent déjà, mais les « Stater Sozialisten » insisteront pour garantir un accès accru à la culture pour tous en assurant une meilleure coordination et cohérence de l'offre culturelle entre les différents établissements privés et publics. Il convient également d'augmenter l'offre culturelle à l'attention des jeunes publics, alors que celle-ci est insuffisante compte tenu la très forte demande. Les « Stater Sozialisten » veulent réserver un certain nombre de places à des enfants issus de ménages à faibles revenus.

Tous les efforts dans ce sens n'auront qu'un but : garantir et partager équitablement la création et la durabilité de l'action culturelle de la ville de Luxembourg pour tous ses habitants dans les années à venir.

8. LA MOBILITÉ POUR TOUS

Les « Stater Sozialisten » sont d'avis que la situation de la circulation dans la capitale est catastrophique. Bouchons, accidents, bruit, gaz d'échappement nuisent à la santé et à la qualité de vie des habitants et des navetteurs mis à rude épreuve matin et soir. Cette situation est également néfaste pour la sécurité des habitants de même que pour l'économie et le tourisme en ville.

Les socialistes entendent poursuivre une politique systématique d'incitation et de réglementation pour diminuer l'afflux de voitures au centre comme dans les quartiers.

Bientôt, l'épine dorsale de la mobilité en ville sera le tramway. Avec les gares périphériques de Hollerich, Howald et Pfaffenthal ainsi qu'avec un réseau de bus décentralisé qui desservira tous les quartiers de la ville, le tramway augmentera considérablement l'efficacité des transports en commun et réduira le stress d'une circulation saturée de voitures et d'autobus de plus en plus longs.

Dans l'optique d'une vision plus humaine et plus écologique de la mobilité, les « Stater Sozialisten » feront en sorte que la ville

- *procède dès maintenant, avec l'Etat, Luxtram s.a. et les communes avoisinantes, à étudier et planifier l'extension du réseau du tramway à toute l'agglomération, et notamment vers Strassen et Mamer ;*
- *mise sur la mobilité douce par l'extension et l'amélioration du réseau de pistes cyclables séparées et sécurisées (à déneiger également en hiver !) ainsi que par la construction de ponts pour cyclistes et piétons ; relie entre eux les réseaux communaux dans l'agglomération, introduise la signalisation définie par le règlement grand-ducal, fournisse près des bâtiments publics des dépôts sécurisés pour vélos, sensibilise les entreprises, les administrations et les collaborateurs de la commune à la mobilité douce, crée le poste d'un chargé de la mobilité douce de la commune et entreprenne des campagnes à intervalle régulier et des actions pour le vélo ;*
- *envisage de créer un projet pour la mobilité douce avec l'association « Vélo en ville » et les services communaux (voirie, circulation, AVL...) avec l'objectif de développer et de gérer l'offre de vélos en ville par la commune elle-même ;*
- *évite les interruptions dangereuses pour les cyclistes dans le tracé des pistes cyclables ;*
- *assure la sécurité partout où des piétons et des cyclistes se rencontrent sur les trottoirs et délimite clairement et physiquement les espaces réservés aux uns et aux autres ;*
- *protège tout particulièrement les piétons, le groupe le plus vulnérable au sein de la circulation urbaine ; une charte des piétons sera élaborée et la signalisation pour piétons sera visuellement renforcée ;*

- *améliore la gestion des feux dans l'optique de permettre à des personnes âgées et aux personnes à mobilité réduite de traverser les rues en toute sécurité ; les temps de passage aux feux pour les piétons sont trop courts et les attentes aux feux trop longues parce que la priorité est donnée à la circulation automobile ;*
- *installe aux heures de pointe, à certains grands croisements, des intervalles « tout vert » pour les piétons et « tout rouge » pour les voitures, ce qui permettra aux piétons et aux cyclistes de traverser le carrefour en toute sécurité et sans perte de temps (le cas échéant en combinaison avec des passages de piétons obliques) ;*
- *fasse contrôler systématiquement la vitesse aussi bien dans les rues où elle est limitée à 20 ou à 30 km/h que dans les grandes artères où elle ne doit pas dépasser 50 km/h ;*
- *étudie comment la rencontre des voitures, des cyclistes et des piétons à l'intérieur des quartiers peut être améliorée dans le respect de tous les participants et introduira le système des zones de rencontre ;*
- *étudie de manière systématique les flux de circulation dans les quartiers de la ville pour faire diminuer le trafic de passage causé par les voitures individuelles qui recherchent un raccourci à travers les rues résidentielles ;*
- *lutte contre le sentiment d'insécurité et les incivilités dans le transport public par des campagnes coordonnées entre le service des autobus et les écoles et lycées pour un comportement respectueux vis-à-vis des voyageurs notamment âgés et des chauffeurs d'autobus ;*
- *fasse le bilan des parkings publics et privés, améliore la gestion des stationnements existants, en particulier le soir où les parkings sont vides et les rues résidentes saturées par les voitures des résidents ; augmente progressivement le prix des stationnements après une ou deux heures durant la journée ;*
- *étudie la réduction de la durée de stationnement maximum autorisée à deux heures pendant les jours ouvrables, du lundi au samedi pour les non-résidents.*

9. UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ÉQUILIBRÉ

La ville de Luxembourg est le lieu d'une activité économique qui lui rapporte des recettes importantes. Le risque existe pourtant qu'à la longue le tissu économique se rétrécisse et se limite aux banques, aux services et au commerce international de luxe.

En 2003, quand l'université a été fondée, la ville a malheureusement omis de s'engager sérieusement pour l'installer dans la capitale. Elle a perdu ainsi un atout important pour l'innovation. Alors que le centre de compétences pour les finances et le droit a pu être sauvegardé en ville, il n'est pas clair jusqu'aujourd'hui où il sera logé et comment la ville entend s'y impliquer.

Un appauvrissement de la diversité économique est à craindre suite à la disparition de commerces de proximité au centre comme dans les quartiers de même que par le départ d'entreprises de l'artisanat vers les zones d'activités hors de la ville.

Dans l'optique d'un développement harmonieux de la vie de travail et de l'habitat, il faut poursuivre systématiquement l'objectif de rapprocher le lieu de travail du lieu de résidence, à cette fin inciter les jeunes familles travaillant en ville d'y habiter.

Il faut sauvegarder et développer le commerce de proximité, donc garantir l'autosuffisance des quartiers pour éviter que les habitants ne soient forcés de se déplacer sans cesse vers les grandes surfaces. Des commerces pour les besoins personnels des habitants pourront se créer autour des pôles d'échange tramway / autobus.

Les « Stater Sozialisten » feront en sorte que la ville

- *crée une commission consultative communale pour le développement économique et commercial ;*
- *dresse un cadastre du commerce de proximité et en fasse un bilan annuel ;*
- *aide des commerces de proximité à se maintenir ou à se réinstaller dans les quartiers ;*
- *fasse en sorte que des entreprises artisanales puissent continuer à se développer sur le territoire de la ville ;*
- *encourage l'entrepreneuriat privé en mettant des bureaux ou des locaux à disposition de jeunes entrepreneurs ;*
- *permette à des commerçants innovants de s'établir pour une certaine durée à loyer modéré dans des locaux commerciaux appartenant à la ville ;*
- *insiste sur la diversité de l'offre commerciale et s'engage à examiner chaque cas précis où cette diversité est en danger ;*

- *organise des marchés hebdomadaires réguliers ou occasionnels dans les quartiers et dans les Rotondes de Bonnevoie ;*
- *développe un partenariat avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire afin de proposer une offre de services aux particuliers non couverts par le secteur marchand (p.ex. menus travaux d'entretien) et de créer ainsi des perspectives d'emploi à des personnes peu qualifiées.*

10. UNE DÉMOCRATIE COMMUNALE VIVANTE ET TRANSPARENTE

Le DP et les Verts ont annoncé chaque fois, en 2005 et en 2011, une politique plus transparente, plus démocratique et plus proche des citoyens. À la fin de deux mandatures, on constate que l'exécutif avec le collège échevinal et la technocratie administrative dirigeante considère de moins en moins les élus du conseil communal. Le city breakfast sert à l'exécutif de communiquer avec les médias et d'annoncer par ce biais ses projets que les élus doivent apprendre par les journaux comme autant de faits accomplis.

Le CityMag, financé par les deniers publics, contient dans chaque édition une interview avec Madame la Bourgmestre et sert de publicité électorale pour celle-ci.

Les socialistes de la ville veulent

- *revaloriser le conseil communal et en réformer le mode de fonctionnement en vue d'une participation plus effective des élus aux décisions de la ville, depuis la gestation jusqu'au stade final ;*
- *dans cette optique informer en tout premier les élus de tous les groupes sur les initiatives du collège échevinal au lieu de les informer à travers les « city breakfasts » ;*
- *mettre en place des forums-citoyens réguliers où sont consultés les syndicats d'intérêts locaux et les associations citoyennes ainsi que les citoyennes et citoyens individuels ;*
- *fixer les investissements prioritaires après un dialogue avec les citoyens ;*
- *être à l'écoute des citoyens, p.ex. lors de visites régulières du collège échevinal qui doivent être destinées surtout à l'écoute et à la prise de parole des citoyens ;*
- *repandre sérieusement l'idée du « budget participatif » qui a été un échec sous l'actuel collège échevinal puisque mal préparé et mal communiqué ; à cette fin, prévoir un crédit budgétaire en vue de l'exécution d'un projet proposé par les citoyens ;*
- *rendre publics les ordres du jour et les procès-verbaux des commissions consultatives ;*

- *adapter le site Internet de la ville dans l'esprit de l'« open public data » ; il sera prévu une plage spéciale pour chaque quartier et l'offre linguistique à l'intention d'une population multilingue sera élargie ; ce site permettra l'échange de propositions et d'idées de la part des habitants de la ville ; il rendra accessibles les documents officiels tels que le budget, le budget pluriannuel, les engagements financiers à court, moyen et long terme, les participations financières de la ville et les critères éthiques qui les déterminent ;*

- *engager des investissements pour faire de Luxembourg une « Smart City » par la digitalisation dans tous les secteurs de la vie quotidienne (énergie, mobilité, ressources naturelles, etc.) ;*

- *instaurer un service de médiation avec un pool de médiateurs professionnels et multilingues communal pour s'occuper des différends entre citoyens et commune ainsi que des conflits de voisinage, les frais de ce service étant intégralement pris en charge par la ville ; pour résoudre des conflits avec des tiers, envisager le recours à la médiation avant d'entamer une procédure judiciaire ;*

- *créer un bureau d'aide pour les associations, considérant l'importance de la vie associative pour la cohésion de la ville.*

11. POUR UNE POLITIQUE FINANCIÈRE ÉCONOME DES DENIERS PUBLICS

La situation financière de la ville est bonne. Grâce à la politique économique de l'État, la ville encaisse sans effort propre 27 % des recettes nationales de toutes les communes alors qu'elle ne représente que 20 % de la population. Au titre de l'impôt commercial communal la ville obtient 42 % des recettes. Par ailleurs, aucune autre commune ne profite autant des investissements de l'État que la capitale. Celle-ci dispose actuellement d'une réserve financière de près de 1 milliard d'EUR (900 millions). C'est le résultat d'un manque d'investissements ces dernières années dans le domaine scolaire (écoles, foyers), les infrastructures sportives, le logement social, la mobilité et les stations d'épuration.

L'argent à suffisance incite à des dépenses faciles. Le budget de la majorité bleu-vert repose sur de vagues estimations de projets désirables qui ne deviennent presque jamais réalité dans l'année pour laquelle ils ont été programmés. Comme le projet de budget annonce chaque année un important besoin de financement pour des projets autorisés, mais presque jamais exécutés, les crédits afférents tombent en économie. La majorité peut dès lors se féliciter d'une politique financière prétendument économe.

Les socialistes veulent que la ville

- *organise une planification de tous les investissements et des priorités aussi exacte que possible puisqu'une programmation financière imprécise retarde l'exécution d'infrastructures pourtant nécessaires pour les citoyens ;*

- *veille à ce que des crédits ne figurent au budget que dans la mesure où un projet commence vraiment dans l'année où les crédits figurent au budget ;*
- *fasse de la planification et de l'exécution conséquente du budget l'instrument d'une programmation financière réaliste qui permettra au conseil communal d'estimer la situation financière de façon réaliste et de connaître la marge financière pour empêcher des augmentations de taxes et des prix indus des services communaux ;*
- *n'augmente pas les taxes communales – traditionnellement un moyen facile de la majorité au pouvoir pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de la commune – tant que des économies sérieuses n'ont pas été réalisées ;*
- *fasse l'inventaire des taxes communales et en examine le bien-fondé et le produit réel en tenant compte des frais administratifs pour les percevoir.*

12. SPORTS ET LOISIRS

La pratique du sport et les loisirs font partie intégrante d'un mode de vie sain et équilibré et renforcent la cohésion sociale. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le manque d'activité physique est devenu le risque majeur pour la santé. Dans l'UE un tiers des adultes et deux tiers des jeunes bougent trop peu. Un grand nombre de maladies chroniques en sont la conséquence. D'où la nécessité, également au plan communal, de développer des concepts globaux qui intègrent l'urbanisme, la circulation, la sauvegarde et la création d'espaces verts pour les loisirs, des équipements sportifs gratuits et l'accès aux infrastructures publiques.

Les « Stater Sozialisten » feront en sorte que la ville

- *investisse dans la modernisation des infrastructures sportives municipales, établisse à cette fin un inventaire des infrastructures existantes et un plan d'investissement pluriannuel ;*
- *développe et rénove les infrastructures dans les quartiers, dont surtout les nouveaux rarement pourvus d'infrastructures adéquates au moment où les habitants emménagent ;*
- *identifie les infrastructures existantes dans la ville (dans les écoles et les lycées) qui ne dépendent pas de l'autorité de la ville, mais qui pourraient être ouvertes aux clubs sportifs et aux sportifs individuels en dehors des heures de cours ;*
- *construise une piscine en plein air sur le territoire de la ville ;*
- *étende les activités organisées dans le cadre du programme « sports pour tous » en fonction des besoins nouveaux ;*
- *pourvoie à l'entretien suivi et efficace des parcours d'entraînement au Bambësch et à Kockelscheuer ainsi que des sentiers de randonnée et toutes les promenades sur le territoire de la ville.*

La jeunesse et le sport

Le sport a d'éminentes fonctions pour la socialisation des jeunes et la cohésion de la société. Les associations sportives ont un rôle important dans ce contexte dans une ville où le sport peut être une pratique qui dépasse les barrières linguistiques et sociales et réunit des jeunes provenant de milieux très divers. Les socialistes ont dans le passé signalé les multiples problèmes que les clubs sportifs rencontrent dans leur travail quotidien pour mobiliser les jeunes, les encadrer et les former à des activités sportives enrichissantes.

Ils entendent donc

- *mobiliser les jeunes, c'est-à-dire les intéresser à la pratique sportive, les convaincre de l'importance d'une activité physique pour d'évidentes raisons d'hygiène et de forme ; à cette fin, outre le travail de mobilisation de la LASEP et LASEL et les incitations du milieu familial, la ville, en accord avec les responsables associatifs, doit prendre l'initiative pour sensibiliser les jeunes par des opérations de communication ; ainsi elle peut ouvrir ses nombreuses installations sportives au grand public à une ou deux reprises chaque année lors de journées communales du sport, inviter les jeunes à s'y activer et à entrer ainsi en contact avec les responsables associatifs ;*
- *encadrer les jeunes par les associations : c'est une des fonctions importantes des associations qui n'est pas seulement sportive, mais de plus en plus sociale et éducative à côté de l'école et des foyers scolaires étant donné les nouvelles conditions de vie des familles ; c'est aussi une fonction de plus en plus difficile à assumer par les clubs du fait du manque de bénévoles ; la ville devra étudier dans quelle mesure le travail des clubs en matière d'encadrement des jeunes pourra être financé par les deniers publics en subventionnant l'engagement de cadres pour l'entraînement sportif et la prise en charge sociale des jeunes ;*
- *développer les infrastructures sportives, surtout en tenant compte des besoins de chaque quartier, pour limiter les déplacements ; dans les cas où ceux-ci sont indispensables, aider les clubs sportifs par la mise à disposition de navettes de bus ;*
- *mettre en place une maison du sport communale où les clubs pourront se réunir et trouveront un soutien informatique et des conseils pour une gestion efficace de leurs activités.*

13. LA SÉCURITÉ, PRIORITÉ ABSOLUE POUR LES HABITANTS

Les « Stater Sozialisten » sont d'avis que notre ville est un endroit sûr, mais constatent aussi que beaucoup de résidents ont un sentiment d'insécurité et d'énervement face aux activités criminelles et aux incivilités quotidiennes constatées avec plus ou moins d'acuité selon les quartiers. La sécurité ne peut pas être considérée de façon isolée, car elle est le résultat de facteurs multiples, en particulier de la cohésion d'un quartier avec un voisinage vivant et des habitants impliqués dans la vie sociale. Mais souvent, cette cohésion n'est plus assurée du fait que les habitants ont été chassés d'habitations transformées en bureaux, immeubles morts le soir. Les rues victimes de cette évolution sont véritablement gangrenées, phénomène qui s'étend de plus en plus aussi dans les quartiers péricentraux. Les « Stater Sozialisten » s'opposent absolument au laisser-aller libéral qui permet cette évolution et est donc responsable de l'insécurité qui en naît.

Les « Stater Sozialisten » feront en sorte que la ville

- *soutienne la réforme de la police qui permet d'augmenter la présence policière sur le terrain, d'étendre les heures d'ouverture des commissariats et renforce ceux-ci par un recrutement conséquent ;*
- *demande à la police de fournir une présence régulière et efficace dans tous les quartiers de la ville ;*
- *exige des actions policières continues dans les quartiers où surgissent des problèmes de criminalité graves, comme le trafic de drogues dans certaines parties du quartier de la Gare et de Bonnevoie ;*
- *dans l'optique du projet de loi accordant plus de compétences aux agents municipaux, demande que soit veillé tout particulièrement au respect des règlements communaux existants et privilégie les actions préventives auprès des habitants et des écoles ;*
- *considère les caméras de surveillance comme des instruments utiles pour assurer l'ordre public à certains endroits stratégiques ;*
- *prône la tolérance zéro pour tout acte d'incivilité et de vandalisme ;*
- *sensibilise les résidents à se prémunir des cambriolages, des infractions et des destructions de biens par la mise en place d'un conseil au public pour la sécurisation des habitations ;*
- *explique par des campagnes publiques les règles du vivre ensemble dans notre ville ;*

- *dans les nouveaux quartiers résidentiels, intègre la préoccupation pour la sécurité dès la conception des quartiers, prenne soin que les aménagements urbains inspirent la sécurité et se présentent comme des espaces ouverts ;*
- *lutte contre les activités de proxénétisme avec la police ;*
- *renforce les moyens d'intervention sociale face à la mendicité et au phénomène des sans domicile fixe.*

14. UNE VILLE OÙ TOUT LE MONDE EST RESPECTÉ

Une ville pour tous, femmes et hommes

Les « Stater Sozialisten » visent une société équitable dans laquelle femmes et hommes disposent des mêmes opportunités pour réaliser leur projet de vie. Un élément-clé de cette politique est la mise en œuvre de mesures qui permettent de concilier la vie familiale et la vie professionnelle.

Les « Stater Sozialisten » feront en sorte que la ville

- *pourvoie à un nombre suffisant de places d'accueil dans les foyers scolaires et les crèches pour en finir avec les listes d'attente ;*
- *adapte les horaires d'ouverture aux besoins des parents ;*
- *revoit le plan d'action communale en matière d'égalité.*

Une ville pour les seniors

Les « Stater Sozialisten » s'engagent pour une politique permettant aux personnes âgées de participer activement à la vie de la société, selon les principes de la responsabilité personnelle, de l'autodétermination, de la participation et de l'autonomie. Ils veulent différencier entre les besoins et les intérêts des différents groupes de seniors.

Les « Stater Sozialisten » feront en sorte que la ville

- *adapte la politique des seniors aux besoins très diversifiés des personnes âgées, selon qu'elles mènent une vie active et indépendante ou qu'elles ont besoin d'aide et de soins ;*
- *développe les activités sportives différenciées destinées aux seniors ;*
- *offre aux seniors des formations continues pour leur permettre de s'adapter aux développements techniques dans la vie pratique (e-banking, Internet...) ;*

- assure aux seniors la mobilité sans barrières dans l'espace public et adapte à leurs contraintes le mobilier urbain et les transports publics (trottoirs libres d'obstacles, passages difficiles pourvus de rampes, bancs publics, arrêts d'autobus aménagés) ;
- étende l'offre d'habitations encadrées comme alternative aux maisons de retraite pour sauvegarder l'indépendance des personnes âgées dans un environnement sûr adapté à leurs besoins (résidences à logements encadrés, colocation de seniors, logements intergénérationnels) ;
- crée une instance de consultation au sein du service seniors en vue d'adapter le logement et de conseiller les seniors pour transformer leur logement en vue de leur permettre de vivre chez eux de manière indépendante.

Une ville inclusive

Pour permettre à tout un chacun de vivre sa vie en toute autonomie, la ville doit s'adapter aux besoins des personnes à besoins spécifiques. Car souvent, ce sont les obstacles que la société érige, soit par inconscience soit par mauvaise volonté, qui empêchent ces personnes de vivre leur vie en toute autonomie.

Les « Stater Sozialisten » feront en sorte que la ville

- s'engage pour une école effectivement inclusive ;
- continue d'adapter les bâtiments publics et les transports en commun aux besoins de ces personnes ;
- améliore l'accès à l'information par des aides techniques spécifiques pour personnes malvoyantes ou malentendantes ;
- mette à la disposition des personnes à besoins spécifiques un nombre suffisant d'emplois et de postes de formation ;
- continue d'assurer l'accès des personnes à besoins spécifiques à toutes les manifestations culturelles, sportives et sociales de la ville.

Une ville intégrée

Les socialistes ont fait des efforts importants pour sensibiliser les habitants non-luxembourgeois à la politique communale. Malheureusement, trop peu nombreux sont ceux qui se sont inscrits sur les listes électorales. Pour développer le vivre-ensemble dans une ville avec 70 % de non-Luxembourgeois et éviter la simple cohabitation, les « Stater Sozialisten » veulent renforcer la politique d'intégration.

Ils proposent que la ville

- renforce le service d'intégration chargé de coordonner toutes les activités et ressources de la ville dans ce domaine ;
- veille à l'adaptation permanente de l'offre de cours de langues et notamment de cours de luxembourgeois ;
- reflète la diversité de la population dans la composition des commissions consultatives ;
- aide les associations actives dans le sport, les services sociaux et la culture à renforcer leurs efforts d'intégration de citoyens non-luxembourgeois dans la vie associative, p.ex. en les aidant à traduire leurs publications et leurs sites Internet, à mettre en place des interprétations simultanées dans leurs activités publiques et à offrir des formations de gestion interculturelle aux responsables ;
- rejoigne la « Coalition européenne des villes contre le racisme » (ECCAR, dans le cadre de l'UNESCO) qui lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'exclusion, et permet un échange de bonnes pratiques de grandes villes européennes dans ce domaine ;
- se donne les moyens pour contribuer de façon active à l'intégration des réfugiés en leur donnant la possibilité de participer à des activités sportives et culturelles, à des cours d'éducation civique, à des formations linguistiques et à des loisirs.

Une ville qui tire profit de sa richesse associative

Un élément essentiel de la cohésion sociale de notre ville provient depuis toujours d'un riche réseau associatif, fait de sociétés de musique et de chant, de corps de sapeurs-pompiers, de clubs sportifs en tout genre, de syndicats d'intérêts locaux, de troupes de scouts, d'initiatives sociales, culturelles, religieuses, etc. Ce réseau est étroitement lié à la population locale et prend ses cadres et animateurs dans cette population, si tant est que celle-ci est stable et bien enracinée dans la vie locale.

À cet égard, il faut regretter que la population de la ville soit de moins en moins stable et qu'une majorité de nouveaux arrivants n'y reste que brièvement, faute d'y trouver un logement décent et à prix abordable, et émigre ensuite dans l'agglomération voire plus loin encore. Cet état de fait affaiblit la vie associative qui peine à renouveler ses cadres et ses animateurs.

Voilà pourquoi les socialistes veulent soutenir plus activement la vie associative et proposent que la ville

- *crée un guichet unique pour les associations qui aura pour mission de les guider dans leurs démarches administratives, p.ex. lors de l'organisation d'événements ;*
- *permette aux associations de s'informer sur le site Internet de la ville de la disponibilité et des prix des salles de réunion et de fête, de l'offre de subsides aux associations et des conditions d'obtention ; d'y présenter leurs activités et d'annoncer leurs événements sur le site de la ville ;*
- *garantisse l'accès des associations aux salles de réunion et de fête de la ville au moyen d'un système transparent de réservation par Internet ;*
- *institutionnalise les assises des associations (« Veräinsdësch ») ;*
- *revoie la politique de subsides aux associations afin de soutenir plus substantiellement les activités d'encadrement, particulièrement importantes pour leur mission éducative auprès des jeunes ;*
- *étudie avec les instances étatiques compétentes la création d'une maison communales pour les ONG de développement ;*
- *identifie à intervalles réguliers des secteurs ou des activités nécessitant un appui renforcé ;*
- *organise la formation continue à l'intention des responsables d'associations qui le demandent ;*
- *œuvre en faveur du bénévolat qui doit être valorisé et institutionnalisé comme une activité dûment reconnue.*